Extrait du site UGTG.org

url : <http://ugtg.org/spip.php?article1976>

Quand le conflit social du LKP s'invite au Conseil d'Etat

- Actualité -

Date de parution : 29 novembre 1999

Date de mise en ligne : jeudi 30 mai 2013

Mis à jour le : jeudi 30 mai 2013

UGTG.org

[-] L'Ã©lia Santacroce

[-] PubliÃ© le 21/05/2013 | 19:23, mis Ã jour le 21/05/2013 | 19:27

Le Conseil d'Etat a tranchÃ© : l'Etat franÃ§ais ne paiera pas pour le prÃ©judice subi par les commerÃ§ants GuadeloupÃ©ens victimes des grÃ¨ves de 2009. Un couple de Baie-Mahault rÃ©clamait des rÃ©parations pour compenser la fermeture de leur commerce suite aux mouvements de grÃ¨ve.

La dÃ©ception est grande pour ce couple de commerÃ§ants de Baie-Mahault. Aucune indemnitÃ© ne leur sera versÃ©e en rÃ©paration du prÃ©judice Ã©conomique subi pendant les grÃ¨ves de 2009. C'est la dÃ©cision rendue par le Conseil d'Etat le 15 mai dernier. Comme l'Etat avait fait la cour administrative d'appel de Bordeaux en 2012, et avant elle le tribunal administratif de Basse Terre en 2011. Contraints de fermer boutique Ces commerÃ§ants reprochent au prÃ©fet de Guadeloupe de n'avoir pas rÃ©pondu au blocage des voies de circulation pendant les grÃ¨ves contre la vie chÃ©re. Or, selon eux, leur fonds de commerce dÃ©pendait exclusivement de produits en provenance de mÃ©tropole ou de l'Ã©tranger. RÃ©sultat : ils ont dÃ© » fermer boutique.

Convention europÃ©enne des droits de l'Homme

Pour appuyer leur demande, ils ont invoquÃ© le premier article du Protocole additionnel de la Convention europÃ©enne des droits de l'homme. Un texte selon lequel « toute personne physique ou morale a le droit au respect de ses biens ». Mais l'invocation du droit international n'aura manifestement pas convaincu le Conseil d'Etat.

AprÃ¨s cette dÃ©cision de la plus haute juridiction administrative, il est d'ores et dÃ©ormais certain que l'Etat franÃ§ais ne paiera pas. Une dÃ©cision qui pourrait bien faire jurisprudence.